

Une rentrée malmenée !

Qui donne les ordres ? Une ministre démissionnaire

La ministre démissionnaire de l'éducation nationale poursuit sa politique de casse du service public d'éducation. Belloubet ne manque pas d'air : malgré un rejet cuisant des politiques macronistes lors des dernières élections législatives, la ministre démissionnaire a tenu comme si de rien n'était sa conférence de rentrée. Elle a continué à dérouler sa politique de casse du système éducatif, allant jusqu'à faire un lapsus révélateur en parlant de la mise en place « des groupes de niveaux » au lieu « des groupes de besoin ».



Évaluations nationales



TRI des élèves

Cette rentrée annonce en effet un tournant réactionnaire pour l'école. La réforme du « **Choc des savoirs** » a introduit la sélection et le tri des enfants selon leur niveau scolaire dès 11 ans, à l'entrée en 6e et la mise à mal de la structure « classe » avec une organisation en groupes, susceptibles d'évoluer au cours de l'année. Si la majorité des personnels s'est opposé à sa mise en place, permettant d'éviter le tri des élèves, seule une minorité d'établissements a réussi à conserver la structure classe, au prix de contorsions dont on ne sait quelle sera la pérennité.

En effet, la nomination de Michel Barnier comme 1er ministre ne laisse guère d'espoir de voir s'améliorer la situation de l'École. En 2022, ses propositions pour l'éducation rejoignaient celles du RN sur la plupart des sujets, dont la sélection des élèves.

La rentrée a toutefois été marquée par un large mouvement de **boycott des évaluations nationales** dans le 1er degré. Les personnels refusent que celles-ci soient utilisées pour trier les élèves ou pour servir d'indicateur permettant l'évaluation des établissements scolaires – et sûrement à terme celui des personnels.

Manque d'AESH

Les premiers retours de terrain montrent que comme l'an passé, les moyens consacrés à l'accompagnement des élèves à besoins particuliers ne sont pas suffisants. Il manque encore largement d'AESH. Cette situation occasionne de la souffrance chez les enfants, pour leurs familles et aussi pour les enseignant•es qui se retrouvent démuni•es pour gérer des situations d'élèves pour lesquelles elles et ils ne sont pas formé•es.

Personnels en SOUFFRANCE

Les personnels en souffrance peuvent bien attendre un retour de l'académie de Toulouse, **il n'y a plus de médecin de prévention** depuis maintenant au moins un an. Les dossiers les plus urgents sont traités en retard et les autres reports aux calendes grecques. Pendant ce temps, c'est la santé des collègues qui se détériore. Mais tant que le recteur peut se gargariser d'avoir un adulte en face de chaque élève, tout va bien...

Le 1er octobre sera l'occasion de montrer, par une mobilisation combative, notre ras-le-bol. Organisons-nous pour être massivement en grève et pour discuter dans nos établissements d'une stratégie pour obtenir un plan d'urgence pour l'éducation.

**EN GRÈVE
LE 1ER OCTOBRE**



sudeduc31@sudeducation.org